

Arrestation, torture et répression au Pays basque : liberté pour Sebastien Bedouret, militant solidaire du peuple basque

samedi 20 janvier 2007, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : janvier 2007).

Sommaire

- [COMMUNIQUE DE RADIO PAYS \(...\)](#)
- [Bédouret a dénoncé avoir \(...\)](#)
- [Liberté pour Sébastien BEDOURE](#)

COMMUNIQUE DE RADIO PAYS SUITE A L'ARRESTATION ET L'INCARCERATION DE SON PRESIDENT SEBASTIEN BEDOURET :

Sebas est un militant associatif qui oeuvrait en région parisienne à la pérennité de notre activité radiophonique. En plus de la présidence du bureau, il s'occupait d'une émission basque hebdomadaire Txalaparta dont le ton et le contenu lui ressemblait : chaleureuse, ouverte, solidaire et qui ne s'est jamais écartée de la charte interne de Radio Pays. L'information autour de la situation politique au Pays Basque demeurait la priorité de Sebas, de même que le soutien aux familles des prisonniers basques de la région parisienne : un travail qu'effectue Radio Pays pour la communauté corse par exemple.

C'est pourquoi, son arrestation samedi dernier puis à présent son incarcération à Madrid a eu l'effet d'un couperet qui s'abat sur notre station. Quels faits lui reproche-t-on ? Nous connaissons bien Sébastien, il a toujours été transparent dans ses activités, travaillant toujours en collectif, s'inquiétant du point de vue des autres et de sa responsabilité vis à vis de notre antenne, mais aussi de ses proches, etc. D'après ce que l'on a appris, les autorités espagnoles veulent faire passer Sébastien pour un propagandiste militaire, qui diffuserait des informations à Paris mettant en danger la sécurité de l'Etat espagnole. Au vue de notre travail commun, cette affaire nous paraît donc invraisemblable. Sébastien aurait signé une déclaration ? Si c'est le cas, nous voulons connaître les conditions de cette déclaration. Sur notre antenne, trop de témoignages autour de la pression morale exercée par les autorités concernées ont été diffusés, qui peuvent ainsi nous faire douter de la crédibilité d'une telle déclaration.

Alors, nous nous interrogeons sur les raisons de son arrestation. Sebas allait bien sûr réaliser un reportage sur le mouvement pro-amnistie auquel il se rendait en compagnie d'une délégation internationale. Son statut de journaliste a-t-il joué en sa défaveur ? L'information devait-elle être muselée ou contrôlée ? Nous connaissons aussi les méthodes musclées de cette même autorité et nous espérons que l'intégrité morale et physique de la personne de Sebas n'a pas été atteinte par cette répression. Nous ne voulons pas que Sebas paie la note pour sa seule et unique solidarité en faveur d'une information libre et plurielle. Nous soutiendrons coûte que coûte Sebas, nous ne le laisserons pas aux prises d'une justice expéditive et opaque.

De notre côté, trois actions ont été menées depuis la nouvelle de son incarcération : une émission spéciale avec les témoins de l'arrestation le mardi 09 janvier, émission consultable sur notre site (www.radiopays.org), la continuité de ses émissions hebdomadaires qui vont reprendre dès le 16 janvier au soir, enfin la création en collaboration avec d'autres ami(e)s et proches de Sebas d'une adresse de soutien qui centralisera et diffusera toutes les informations autour de sa situation carcérale : libertepoursebas.no-log.org.

Au nom de la lutte pour les droits de la personne et du droit à l'information.

La rédaction de Radio Pays.

Radio-Pays

BP 136

93103 Montreuil Cedex

Mèl : info.radiopays.org / contact : 06 32 89 80 67

Bédouret a dénoncé avoir subi des menaces et reçu des coups

Comme Sebas Bédouret l'a dit hier à son avocat, la Guardia Civil, après l'avoir arrêté, l'a torturé, et à la caserne d'Intxaurrondo et à la caserne de Madrid. Le journaliste qui était présent samedi pour se rendre à l'acte organisé par le mouvement pro-amnistie a tout nié devant le juge, mais il a néanmoins été incarcéré pour "collaboration avec ETA".

MADRID

Sebas Bédouret, le journaliste de la radio Txalaparta de Paris, a fait savoir hier à son avocat que pendant les trois jours qu'il a passé avec la Guardia Civil il a subi menaces, mauvais traitements et tortures.

Samedi, la Guardia Civil l'a arrêté lors d'un contrôle quand il se rendait au Vélodrome d'Anoeta avec d'autres représentant internationaux dans l'intention de participer à l'acte organisé par le mouvement pro-amnistie. D'après ce qu'il a dit à son avocat, la Guardia Civil a fait descendre tout le monde de l'autobus, et à la fin du contrôle, alors que tout le monde remontait dans le bus en récupérant ses papiers d'identités et allait s'asseoir, c'est là qu'ils lui ont demandé si le sac à dos qui était sur son siège était à lui.

Après avoir reconnu qu'il était à lui, ils l'ont fait à nouveau descendre du bus, et ils lui ont dit que dans ce sac il y avait quelques CD et un exemplaire de la revue d'ETA « Zutabe ». Bien qu'il ait dit et répété que cela n'était pas à lui et qu'il ne comprenait rien, il a été emmené à la caserne d'Intxaurrondo.

Il a dit à son avocat que là, ils l'ont mis face à un mur et que "à

neuf reprises, jusqu'à ce qu'il apprenne par cœur une fausse déclaration, ils l'ont sans arrêt insulté, menacé et roué de coups". Entre autres, ils lui disaient qu'ils allaient arrêter sa copine qui est dans son huitième mois de grossesse. Ils l'ont aussi exposé à un froid glacial.

Après avoir reconnu, contre sa volonté, que les CD et le « Zutabe » étaient bien à lui et qu'il avait la charge de les distribuer dans deux bistrots de Paris, ils l'ont amené à Madrid. Il a fait le voyage jusqu'à Madrid avec quatre gardes civils, la tête entre les genoux et les mains attachées. Bédouret a expliqué que, comme la déclaration précédente n'était pas suffisante, il a été obligé de déclarer qu'il était en possession d'un code de sécurité. Malgré le froid glacial qu'il faisait dans la caserne de Madrid, il a été mis presque nu, et les cris et les menaces ont continué jusqu'à ce que les gardes aient entendu ce qu'ils voulaient. Pendant les trois jours, il n'a pas pu dormir, et il a refusé de manger.

Quand il a été présenté au juge lundi, il est revenu sur ses déclarations en expliquant qu'il les avait formulées sous la torture, mais le juge Ismael Moreno l'a fait incarcérer à la prison de Soto del Real sous l'accusation de « collaboration avec ETA ».

Bédouret a dénoncé le fait que son arrestation est un "montage policier« et qu'ils l'ont obligé »à faire une fausse déclaration sous la torture".

« On torture aussi les solidaires »

Askatasuna a déclaré que ce qui est arrivé à Sebas Bédouret prouve que le gouvernement espagnol utilise la torture contre les citoyens basques mais aussi contre les citoyens solidaires du peuple basque, d'où qu'ils viennent. L'organisation anti-répressive dénonce non seulement que ce qui est arrivé à Sebas Bédouret est un « montage », mais met aussi l'accent sur le fait que "les tortures, la répression et les situations extrêmes de ce type« doivent disparaître. »Les gouvernements espagnol et français doivent une fois pour toutes cesser de conditionner la vie politique d'Euskal Herria et doivent cesser d'utiliser ce rouleau compresseur contre ses citoyens", a déclaré Askatasuna.

Gara (2007-01-10)

Sébastien Bédouret
C. P. MADRID V
Ctra. Comarcal 611, km. 37,6
28791 - Soto del Real
(Madrid)

Liberté pour Sébastien BEDOURET !

Sébastien BEDOURET militant français de la solidarité basque, résident à Paris, arrêté à Donosti (Saint Sébastien) samedi 6 janvier est incarcéré à la prison Soto del Real de Madrid depuis cet après-midi 8 janvier. L'inculpation qui serait de collaboration...avec ETA semble particulièrement de circonstance et peut être liée à la conjoncture de ces derniers jours...prendre en otage un français « solidaire du terrorisme » ça rassure les belligères et fascistes de tout poil ! (pour l'instant pas les éléments à charges de cette inculpation)

Sébastien journaliste qui ose parler sur une radio de la situation en pays basque
(<http://www.radiopays.org/euskadi/>)

Sébastien qui apporte son amitié et sa solidarité aux prisonnier(es) basques incarcéré(es) en France et en Espagne, plus de 650, dont 161 en France à ce jour

Sébastien qui a apporté son savoir faire à la réalisation d'un site (pour l'instant bloqué suite à son arrestation) qui explique, dénonce, qui en fait « donne à voir » une réalité autre que celle décrite par les spécialistes « de la question basque », journalistes, policiers, juges et autres politiques.
(<http://www.spbl-paris.org/>)

Sébastien cet ami fougueux dans son engagement, confiant que, malgré tout, un jour toute cette répression cessera, que les droits des basques seront enfin reconnus.

Sébastien bientôt papa, en février... ne doit pas rester en prison, il faut qu'il sorte vite, en attendant vous pouvez dès demain matin faire un geste concret :

Vous pouvez lui envoyer un télégramme, postal ou par téléphone, ils sont obligés de lui donner, pas comme une lettre qu'ils peuvent retenir pendant des semaines.

Merci de me le dire si vous avez fait ce geste de solidarité

Je pense bientôt pouvoir vous donner d'autres infos, et vous pouvez bien sûr transmettre cet appel à tous vos contacts amis

Stéphane Hardy Comité Solidarité Basque LILLE - csblille aol.com

VRAIMENT CELA SERAIT BIEN ET JUSTE DE LE FAIRE

Voici l'adresse

Sébastien Bédouret

C. P. MADRID V
Ctra. Comarcal 611, km. 37,6
28770 - Soto del Real
Madrid

Et pendant ce temps un autre Militant Basque, Inaki De Juana Chaos est en grève de la faim depuis 64 jours !

P.-S.

* Sources : Comité de soutien au peuple basque- Paris. www.cspb.unblog.fr